



Les membres d'un établissement de santé du Nord-ouest, au total 7, ont été arrêtés par les forces de défenses camerounaises alors que des séparatistes armés ont tué au moins six civils, dont un travailleur humanitaire et un enseignant, rapporte Human Right Watch dans un communiqué publié lundi 27 juillet 2020.

Les combattants séparatistes sont accusés d'avoir tué et assassiné des travailleurs humanitaires, un médecin et exécuté un enseignant qui s'apprêtait à dispenser son cours. Cette recrudescence de violences depuis le mois de mai alors que se tiennent les pourparlers de paix, inquiète HRW. **«Les pourparlers entre gouvernement et dirigeants séparatistes devraient tenir compte du respect des droits humains et de la recherche des responsabilités pour ces abus »**, a déclaré Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale chez HRW.

«Toutes les parties qui participent aux pourparlers devraient s'engager publiquement à mettre immédiatement fin aux abus contre les civils et à garantir l'accès à des voies de recours efficaces pour les victimes de ces abus », va-t-il poursuivre.

La violence a aussi provoqué le déplacement, ces deux derniers mois, de dizaines de milliers de personnes, qui **« s'ajoutent aux centaines de milliers d'autres qui ont fui leurs foyers depuis le début du conflit fin 2016 »**, précise HRW.

Selon HRW, au moins 285 civils ont été tués lors de 190 incidents environ dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où la violence est extrême depuis la fin 2016, alors que les séparatistes réclament l'indépendance des régions anglophones minoritaires du pays. HRW qui avait déjà appelé le conseil de sécurité à prendre des sanctions contre les chefs militaires et les groupes séparatistes responsables des abus contre les civils réitère son appel.